



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

<b>Présents</b>	Emir Kir, <i>Bourgmestre-Président</i> ; Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, <i>Échevin(e)s</i> ; Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Abdullah Mohammad, Touria Laaraj, Julie De Pauw, Zoé Genot, Halil Disli, Döne Dagyarar, Serob Muradyan, Ahmed Mouhssin, Luc Frémal, Thierry Balsat, Pauline Wamotte, Veerle Vandenabeele, Gabriella Mara, <i>Conseillers communaux</i> ; Patrick Neve, <i>Secrétaire communal</i> .
<b>Excusés</b>	Dorah Ilunga Kabulu, Ahmed Medhoune, Cevdet Yildiz, Frédéric Rockens, Mustafa-Alperen Ozdemir, Derya Bulduk, <i>Conseillers communaux</i> .

**Séance du 23.12.14**

---

**#Objet : Règlement-taxe sur les chambres d'hôtels et de pensions; modifications et renouvellement.#**

---

Séance publique

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'article 6 § 2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de

la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 28 juillet 2011 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2012 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142).

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le Décret du 9 novembre 1990 relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers, et ses modifications ;

Considérant que la présente taxe vise à doter la commune des ressources financières nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener;

Considérant que les hôtels établis sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode ainsi que les utilisateurs de ces derniers peuvent bénéficier des infrastructures communales mises à disposition des résidents ou non résidents sur le territoire communal, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, ... et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour ces hôtels, dont il est concevable que ces derniers puissent contribuer au financement des infrastructures publiques ainsi mises à disposition;

Considérant que dans le cadre de son autonomie fiscale, l'autorité communale a le pouvoir de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie librement la nécessité au regard des besoins financiers spécifiques de la commune;

Qu'à cet égard, le taux de la taxe peut être déterminé sur base de la classification des établissements hôteliers;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Sous réserve de l'approbation du Comité de suivi défini dans l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale;

ARRÊTE :

## I. DURÉE ET ASSIETTE DE L'IMPÔT

Article 1er

À partir de l'exercice 2015 et pour une période de cinq ans, il est établi une taxe communale annuelle sur la mise à disposition et la location de chambres ou appartements meublés dans le cadre d'une activité hôtelière.

Article 2

Au sens du présent règlement, il faut entendre :

- « Activité hôtelière » : l'activité commerciale qui consiste à fournir un hébergement payant dans une chambre ou un appartement destiné à cet effet, cette activité pouvant être exercée notamment sous la dénomination d'hôtel, hôtellerie, auberge, motel, appart-hôtels ou flat-hôtels, pension, maisons garnies, résidence, studio ou établissement dans lequel les chambres peuvent être louées à l'heure et éventuellement plusieurs fois par jour. .

## II. TAUX

Article 3

Les taux sont fixés au 1er janvier 2015 comme suit :

- Le taux annuel de la taxe est fixé selon le nombre d'étoiles attribuées à l'établissement. Le nombre d'étoiles prises en compte pour la taxation correspond soit au classement attribué par l'exécutif de la Commission communautaire française (catégories 1 à 5) et/ou par Toerisme Vlaanderen (catégories H1 à H5), soit au nombre d'étoiles affichées par l'exploitant. En cas de divergence entre le nombre d'étoiles attribuées par la Commission communautaire française ou le Toerisme Vlaanderen et le nombre d'étoiles affichées par l'exploitant, le nombre le plus élevé sera retenu pour établir la taxation.

Le montant global de la taxe est calculé en fonction du nombre de chambres susceptibles d'être mises en location à la date du 1er janvier de l'exercice d'imposition. La taxe est due pour l'année entière.

En cas de début ou de cessation d'exploitation de l'établissement imposable au cours de l'exercice fiscal, la taxe est établie sur base du nombre de mois effectifs d'exploitation de l'établissement. Tout mois entamé compte en entier.

Le taux annuel de la taxe s'établit comme suit :

- Pour les établissements non classés: 75 € par chambre.
- Pour les établissements de catégorie 1/2 ou H1/H2 (une ou deux étoiles): 360 € par chambre pour tout établissement comptant moins de 100 chambres et 390 € par chambre pour tout établissement comptant 100 chambres et plus;
- Pour les établissements de catégorie 3 ou H3 (trois étoiles): 1050 € par chambre pour tout établissement comptant moins de 100 chambres et 1200 € par chambre pour tout établissement comptant 100 chambres et plus;
- Pour les établissements de catégorie 4 ou H4 (quatre étoiles): 1650 € par chambre pour tout établissement comptant moins de 100 chambres et 1800 € par chambre pour tout établissement comptant 100 chambres et plus;
- Pour les établissements de catégorie 5 ou H5 (cinq étoiles): 2250 € par chambre pour tout établissement comptant moins de 100 chambres et 2400 € par chambre pour tout établissement comptant 100 chambres et plus.

### III. REDEVABLE

#### Article 4

La taxe est due par toute personne physique ou morale, sous quelque forme ou dénomination que ce soit, qui donne en location, dans un but lucratif, des chambres ou appartements garnis tels que définis à l'article 2 ci-avant.

Lorsque la personne physique ou morale exploitante diffère du propriétaire des lieux exploités ou de tout titulaire d'un droit réel sur ceux-ci, ce dernier est tenu solidairement au paiement des taxes dues par l'exploitant défaillant.

### IV. EXONÉRATION

#### Article 5

Ne tombent pas sous l'application de la taxe, les pensionnats et autres établissements d'instruction, les cliniques et maisons de repos sans but lucratif et tous organismes poursuivant un but philanthropique ou d'intérêt social.

### V. DÉCLARATION-MESURES DE CONTRÔLE

#### Article 6

Tout redevable est tenu de souscrire une déclaration d'information conforme au modèle arrêté par le Collège des Bourgmestre et Échevins et de la faire parvenir à l'administration communale trois jours au moins avant l'ouverture de son établissement. Cette déclaration reste valable jusqu'à révocation expresse de l'assujetti. La preuve de révocation incombe à l'assujetti.

Le redevable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet par la commune.

Le redevable est tenu de déclarer à la commune toute modification de la base d'imposition.

En cas de cession, le cessionnaire reste redevable des taxes non acquittées par le cédant.

#### Article 7

À défaut de déclaration, ou en cas de fraude, de déclaration tardive, incorrecte ou incomplète, la taxe sera enrôlée d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Avant de procéder à la taxation d'office, les motifs de recours à cette procédure, les éléments de taxation et le montant de la taxe sont notifiés au redevable par lettre recommandée à la poste. Conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, le redevable dispose d'un délai de 30 jours pour faire valoir ses observations.

### VI. RECOUVREMENT CONTENTIEUX

#### Article 8

○ Tout redevable imposé d'office devra, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, payer une majoration d'impôt égale à 25 % du montant de la taxe. En cas de récidive, la majoration s'élève à 50 % du montant de la taxe.

#### Article 9

La présente taxe est recouvrée par voie de rôle trimestriellement.

Chaque rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

#### Article 10

○ Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. À défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions prévues dans l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

#### Article 11

Les montants enrôlés sont recouverts par le receveur communal.

#### Article 12

A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts

communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

23 votants : 22 votes positifs, 1 vote négatif.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Patrick Neve

Le Bourgmestre-Président,  
(s) Emir Kir

POUR EXTRAIT CONFORME  
Saint-Josse-ten-Noode, le 30 décembre 2014

Par ordonnance :  
Le Secrétaire communal f.f.,

Marie-Cécile Leempoel



Le Collège des  
Bourgmestre et Echevins,  
L'Echevin(e) délégué(e),

Philippe Boïketé



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Emir Kir, <i>Burgemeester-Voorzitter</i> ; Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, <i>Schepenen</i> ; Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Abdullah Mohammad, Touria Laaraj, Julie De Pauw, Zoé Genot, Halil Disli, Döne Dagyarar, Serob Muradyan, Ahmed Mouhssin, Luc Frémal, Thierry Balsat, Pauline Wamotte, Veerle Vandenabeele, Gabriella Mara, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Patrick Neve, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Dorah Ilunga Kabulu, Ahmed Medhoune, Cevdet Yildiz, Frédéric Roekens, Mustafa-Alperen Ozdemir, Derya Bulduk, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

**Zitting van 23.12.14**

---

**#Onderwerp : Belastingreglement op de hotel- en pensionkamers; wijzigingen en hernieuwing#**

---

Openbare zitting

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet en artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en in het bijzonder haar artikelen 117, lid 1 en 118, lid 1;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, in het bijzonder haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, in het bijzonder artikel 9, ingevoegd in het Gerechtelijk wetboek artikelen 1385decies en undecies ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, in het bijzonder artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor de college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de Omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor de college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 162/2007 van 19 december 2007 ;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6§2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 28 juli 2011 uitgebracht door Mijnheer de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaar 2012 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten zoals gewijzigd door deze van 26 juni 2000 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen teneinde haar taken van openbare dienstverlening optimaal te kunnen uitoefenen ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Gelet op het decreet van 9 november 1990 betreffende de voorwaarden van uitbating van instellingen voor logies en hotels, en zijn wijzigingen ;

Overwegende dat deze belasting tot doel heeft om de gemeente de financiële middelen te



verschaffen die nodig zijn voor haar taken en voor het beleid dat zij wenst te voeren;

Overwegende dat de hotels gevestigd op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node alsook de gebruikers ervan kunnen genieten van de gemeentelijke infrastructuur ter beschikking gesteld van de inwoners of niet-inwoners op het gemeentelijk grondgebied, met inbegrip van de wegen en parken waarvan het onderhoud een zekere en niet-verwaarloosbare kost met zich meebrengt op het vlak van netheid, bloem- of feestversiering, veiligheid, verlichting,... en dat al deze voordelen een onbetwiste meerwaarde vormen voor deze hotels, en dat het voorstelbaar is dat zij zouden kunnen bijdragen in de openbare financiering van de openbare infrastructuur die aldus ter beschikking worden gesteld;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid, in het kader van haar fiscale autonomie, de bevoegdheid heeft om de basis en de grondslag van de belastingheffingen te bepalen waarvan zij vrij de noodzaak beoordeelt wat betreft de specifieke financiële noden van de gemeente; Dat in dit opzicht het tarief van de belasting kan worden vastgesteld op basis van de classificatie van de hotelinrichtingen;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden doorgevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van het Opvolgcomité bepaald in de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST :

## I. DUUR EN BASIS VAN DE BELASTING

### Artikel 1

Voor een termijn van vijf jaar vanaf het dienstjaar 2015 wordt er een jaarlijkse gemeentebelasting gevestigd op het ter beschikking stellen en de verhuur van kamers of gemeubelde appartementen in het kader van een hotelactiviteit .

### Artikel 2

In de zin van dit reglement dient te worden verstaan :

« Hotelactiviteit » : de handelsactiviteit die bestaat in het leveren van een betalend onderdak in een kamer of een appartement daartoe bestemd, deze activiteit mag met name uitgeoefend worden onder de benaming van hotel, hotelwezen, herberg, motel, apart-of flat-hotels, pensions, gemeubelde woningen, verblijf, studio of inrichting waarin kamers kunnen verhuurd worden per uur en eventueel meerdere keren per dag .

## II.AANSLAGVOET

### Artikel 3

De jaarlijkse belasting wordt op 1 januari 2015 vastgesteld als volgt :

De jaarlijkse aanslagvoet is bepaald door het aan het etablissement toegewezen aantal sterren. De voor de belasting in aanmerking genomen stercategorie komt overeen ofwel met de classificatie toegewezen door de Executieve van de Franse Gemeenschapscommissie (categorïeën 1 tot 5) en/of door Toerisme Vlaanderen (categorïeën H1 tot H5), ofwel met het aantal sterren aangekondigd door de uitbater. Als er een verschil bestaat tussen de toegewezen stercategorie van de Franse Gemeenschapscommissie of Toerisme Vlaanderen en het aantal sterren aangekondigd door de uitbater, zal de hoogste categorie in aanmerking genomen worden om de aanslagvoet te bepalen.

Het gehele bedrag van de belasting wordt berekend volgens het aantal kamers vatbaar voor verhuur op 1 januari van het aanslagjaar. De belasting is voor het ganse jaar verschuldigd.

In geval van begin of stopzetting van de uitbating van het belastbare etablissement tijdens het dienstjaar wordt de taks bepaald op basis van het effectieve aantal maanden van uitbating van het etablissement.

Elke begonnen maand wordt aangerekend als een volledige maand.

De jaarlijkse aanslagvoet wordt als volgt bepaald:

- Voor de niet-geklasseerde etablissementen : 75 € per kamer.
- Voor de etablissementen van categorie 1/2 of H1/H2 (een of twee sterren): 360 € per kamer voor ieder etablissement met minder dan 100 kamers en 390 € per kamer voor ieder etablissement met 100 kamers en meer;
- Voor de etablissementen van categorie 3 of H3 (drie sterren): 1050 € per kamer voor ieder etablissement met minder dan 100 kamers en 1200 € per kamer voor ieder etablissement met 100 kamers en meer;
- Voor de etablissementen van categorie 4 of H4 (vier sterren): 1650 € per kamer voor ieder etablissement met minder dan 100 kamers en 1800 € per kamer voor ieder etablissement met 100 kamers en meer;
- Voor de etablissementen van categorie 5 of H5 (vijf sterren): 2250 € per kamer voor ieder etablissement met minder dan 100 kamers en 2400 € per kamer voor ieder etablissement met 100 kamers en meer.

### III. BELASTINGPLICHTIGE

#### Artikel 4

De belasting is verschuldigd door iedere rechts- of natuurlijke persoon, onder welke vorm of benoeming ook, die kamers of bemeubelde appartementen, beschreven zoals in bovenvermeld artikel 2, met winstgevend oogmerk verhuurt.

Indien de uitbatende rechts- of natuurlijke persoon iemand anders is dan ofwel de eigenaar van de uitgebate plaats ofwel iedere houder van een zakelijk recht op deze plaats, worden deze laatste solidair gehouden tot betaling van de belastingen die door in gebreke blijvende uitbater verschuldigd zijn.

### IV. VRIJSTELLING

#### Artikel 5

Vallen niet onder toepassing van deze belasting, de pensionaten en andere onderwijsinrichtingen, ziekenhuizen en rusthuizen zonder winst oogmerk en alle instellingen met een filantropisch doel of van sociaal belang.

### V. AANGIFTE-CONTROLEMAATREGELEN

#### Artikel 6

Iedere belastingplichtige dient een informatieaangifte die overeenkomt met het door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld model in te vullen. Deze aangifte moet aan het gemeentebestuur gestuurd worden minstens drie dagen vóór de opening van de inrichting. Deze aangifte blijft geldig tot uitdrukkelijke herroeping van de belastingplichtige. De herroeping moet door de belastingplichtige bewezen worden.

De belastingplichtige wordt gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken, o.a. door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem ten dien einde door de gemeente zouden worden gevraagd.

De belastingplichtige wordt gehouden iedere wijziging van de belastingbasis aan de gemeente aan te geven.

In geval van cessie blijft de cessionaris verschuldigd van de door de cedent niet-betaalde belastingen.

#### Artikel 7

Bij gebrek aan een aangifte of ingeval van fraude, laattijdige, onjuiste of onvolledige aangifte, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd volgens de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt.

Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag, worden de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de taxatie-elementen en het taksbedrag betekend per aangetekend schrijven aan de belastingplichtige. Overeenkomstig met de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, beschikt de belastingplichtige over een termijn van 30 dagen om zijn opmerkingen over te maken.

## VI. INNING-GESCHILLEN

### Artikel 8

Iedere belastingplichtige die ambtshalve belast wordt, zal onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen een belastingverhoging van 25 % van het belastingbedrag moeten betalen. In geval van herhaling bedraagt de verhoging 50 % van het belastingbedrag.

### Artikel 9

Deze taks wordt ingevorderd via kohier driemaandelijks.

Elk kohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

### Artikel 10

De ingekohierde bedragen moeten betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen de gestelde termijn zal men de regels toepassen betreffende de verwijlinteressen zoals inzake rijksinkomstenbelastingen.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

### Artikel 11

De ingekohierde bedragen zullen ingevorderd worden door de Gemeenteontvanger.

### Artikel 12

Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De bezwaarindiener moet de betaling van de belasting niet rechtvaardigen maar het indienen van een bezwaar ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting tot betaling van de

belasting binnen de gestelde termijn.

23 stemmers : 22 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Patrick Neve

De Burgemeester-Voorzitter,  
(g) Emir Kir

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Sint-Joost-ten-Node, 30 december 2014

In opdracht :  
De Gemeentesecretaris d.d.,

Marie-Cécile Leempoel



Het College van  
Burgemeester en Schepenen,  
De afgevaardigde Schepenen,

Philippe Boïketé

